

49556

NATIONS UNIES

CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
LIMITEE

E/CN.14/INR/77  
21 juillet 1964

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Conférence sur la coordination industrielle  
en Afrique de l'Ouest

Bamako (5-15 octobre 1964)

DOCUMENTS OFFICE  
**FILE COPY**  
NOT TO BE TAKEN OUT

DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL COORDONNE DANS L'AFRIQUE DE L'OUEST :  
SUGGESTIONS POUR L'ACTION FUTURE

Note du Secrétariat

A sa sixième session, la Commission économique pour l'Afrique a décidé que le rapport de la Mission de coordination industrielle en Afrique de l'Ouest (E/CN.14/246) serait examiné par la Conférence de Bamako et que des propositions révisées en vue du développement industriel coordonné seraient rédigées, compte tenu des études ultérieures et des observations des gouvernements. Rappelons que lors d'une Conférence tenue à Lagos (voir ci-après), on avait déjà demandé la convocation, en 1964, d'une réunion sur la coordination industrielle en Afrique de l'Ouest. La présente note a pour objet de retracer brièvement l'origine de la Conférence de Bamako, de récapituler les principes directeurs adoptés pour l'élaboration d'un plan de développement industriel coordonné, de présenter sous une forme concise des propositions révisées en vue de ce développement (avec renvoi aux documents pertinents) et enfin, de formuler des suggestions pour l'action future.

Origine

Deux initiatives distinctes sont à l'origine de la Conférence de Bamako. La première a été prise par le Président de la République du Niger qui a réuni à Niamey, en juillet 1962, une "Conférence sur l'harmonisation des programmes du développement industriel en Afrique de l'Ouest". Cette Conférence a été suivie d'une deuxième réunion en février 1963, puis d'une troisième en décembre 1963, à Lagos. Les pays suivants ont été représentés à une ou plusieurs de ces réunions : Algérie, Cameroun, Côte-d'Ivoire, Dahomey, Ghana, Guinée, Haute-Volta, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger,

GE.64-9316

Nigéria, Sénégal, Sierra-Leone, Tchad et Togo. Ces échanges de vues ont permis d'aboutir à un accord sur les principes suivants : le développement industriel est essentiel au succès de la coopération dans d'autres domaines; les industries de base, qui favorisent la productivité dans les autres secteurs, sont indispensables pour l'industrialisation et ne peuvent être implantées que de façon coopérative; l'essor de l'agriculture nécessite une industrie de produits sidérurgiques et d'engrais; enfin, un plan global d'expansion est nécessaire, en particulier pour assurer un développement équilibré entre les pays côtiers et l'hinterland. Trois rapports introductifs avaient été rédigés pour les réunions en question et adoptés, point par point, comme base de discussion par les participants. Le premier exposait les raisons et les critères de la coopération industrielle, en s'attachant plus particulièrement aux industries de transformation. Le deuxième traitait du rôle des industries de base dans le développement économique, donnait des estimations de la consommation d'acier et d'engrais en 1972 et démontrait qu'il était possible d'implanter les industries voulues en Afrique de l'Ouest. On y trouvait, par exemple, des indications sur le montant des investissements et les capacités de production pour des industries telles que les cimenteries, les industries textiles et les fabriques d'emballages. Des méthodes y étaient suggérées pour la détermination des emplacements. Le troisième rapport était consacré aux possibilités de la sidérurgie en Afrique de l'Ouest et à l'analyse du coût du transport des produits finis en acier.

C'est la Commission économique pour l'Afrique qui, parallèlement, a pris la seconde initiative. Tout d'abord le Comité permanent de l'industrie et des ressources naturelles a été saisi en décembre 1962 de la version provisoire de "Développement industriel en Afrique", document révisé par la suite et publié en 1963 (Nations Unies, No de vente : 63.II.E.3). Les auteurs de cette étude, après avoir précisé le cadre du développement industriel en Afrique, définissaient une stratégie de l'industrialisation consistant essentiellement à concentrer les efforts sur l'implantation, aussi rapide que possible, d'industries de base nécessairement appelées à alimenter les marchés de plusieurs pays et, par conséquent, à être coordonnées sur le plan "sous-régional". Ils examinaient la possibilité d'établir des industries "sous-régionales" dans les domaines suivants : sidérurgie, métaux non ferreux, produits chimiques de base et engrais, industrie mécanique

et textile. La deuxième étape a été la préparation d'un rapport sur "La sidérurgie en Afrique de l'Ouest" (E/CN.14/IS/2), présenté, en octobre 1963, à une conférence tenue à Monrovia. A cette conférence, il a été décidé qu'une usine sidérurgique d'une capacité initiale de 400.000 tonnes de lingots devrait être créée dans un pays côtier (Libéria, Ghana, Nigéria ou Gabon), l'emplacement définitif étant à choisir, après étude plus détaillée, et qu'une aciérie devrait être installée dans l'hinterland.

Pendant le second semestre de 1963, une mission de coordination industrielle a parcouru l'Afrique de l'Ouest. Son rapport final (E/CN.14/246) a été examiné par la Commission économique pour l'Afrique à sa sixième session qui s'est tenue au début de 1964. Ce sont les décisions prises au cours de cette sixième session, sur la base des recommandations formulées lors de la deuxième session (1963) du Comité permanent de l'industrie, des transports et des ressources naturelles de la CEA, et aussi, bien entendu, les décisions prises à la conférence de Lagos en décembre 1963 qui ont guidé les auteurs de tous les documents destinés à la Conférence de Bamako. <sup>1/</sup>

De même que la convocation de la Conférence de Bamako est la conséquence à la fois des mesures prises par le Secrétaire exécutif de la CEA et des travaux de la "Conférence sur l'harmonisation des programmes du développement industriel en Afrique de l'Ouest", de même les documents ont été préparés par les deux groupes intéressés dont les points de vue, comme il ressort des paragraphes précédents, ont toujours convergé. Chacun d'eux a rédigé indépendamment des mémoires selon son optique propre, mais l'ensemble de la documentation pour la Conférence de Bamako a fait l'objet d'un examen en commun au cours duquel les deux groupes se sont mis d'accord sur le fond.

#### Principes directeurs

Il semble indiqué d'exposer ici, de façon succincte mais systématique, les principes dont se sont inspirés les auteurs des divers rapports et études.

- 1) L'industrialisation apparaît comme la condition sine qua non du développement économique, si l'Afrique veut arriver à sortir d'une situation économique caractérisée par la prédominance de l'agriculture, le fait qu'un grand nombre d'habitants ont juste de quoi subsister, un paupérisme très largement répandu et la nécessité

---

<sup>1/</sup> Il faut également mentionner à cet égard un rapport sur les transports en Afrique de l'Ouest (E/CN.14/TRANS/17) distribué fin mars 1964 et un rapport sur les matériaux de construction préparé pour le Comité permanent de l'habitat et de l'aménagement.

d'exporter des produits primaires vers des marchés mondiaux instables et de faible expansion. La première chose à faire est de remplacer les importations. La tâche à accomplir dans ce domaine est immense car la production locale est très insuffisante et l'économie africaine fortement tributaire du commerce extérieur. Les exportations représentent environ un quart et les importations environ un tiers du produit des pays africains. Si tous les articles actuellement importés étaient fabriqués localement, le volume de la production manufacturée pourrait tripler ou quadrupler sans qu'augmentent le total des approvisionnements ni la variété des produits offerts sur le continent. L'Afrique rattraperait les niveaux actuels de production de l'Europe occidentale en moins de 50 ans avec un taux de croissance par habitant de 1,5 à 2 pour 100 dans le secteur agricole et de 8 pour 100 environ dans le secteur industriel. Mais pour obtenir ces taux de croissance, qui n'ont rien de déraisonnable, il faut délibérément imprimer un rythme de développement plus rapide à l'industrie lourde qu'à l'industrie légère. D'où la nécessité d'une coopération, surtout à l'échelon "sous-régional", pour implanter les industries requises et écouler leurs produits.

- 2) Industrialiser, ce n'est pas seulement créer une série d'industries; c'est aussi modifier la structure de l'économie, ce qui implique une profonde évolution sociale. La population africaine est à 90 pour 100 agricole. Il faut donc d'abord augmenter la productivité du cultivateur. On y parviendra en changeant les méthodes de culture, ce qui suppose un apport de matériel, d'outils, d'engrais, de fongicides et d'insecticides. L'expansion du secteur agricole présente une importance décisive pour le développement industriel. En effet, d'une part, l'agriculture constitue le premier débouché pour des industries nouvelles et, de l'autre, la modernisation du secteur agricole entraîne une élévation des niveaux de vie et, partant, du pouvoir d'achat, ce qui, par effet cumulatif, permet une extension toujours plus grande du marché pour toutes les branches de l'industrie. Les industries à créer pour développer l'agriculture - aciéries et fabriques d'engrais - ont l'avantage de produire des biens d'équipement et de stimuler la formation professionnelle, conditions essentielles de la croissance ultérieure.

- 3) L'implantation de grandes industries prend du temps. En attendant, deux tâches indispensables s'imposent : réorganiser la structure de la production agricole; commencer à créer des industries de transformation, alimentées soit par de l'acier importé ou produit localement, soit par de la ferraille ou des billettes importées.
- 4) L'industrialisation étant une oeuvre de longue haleine, il importe que les mesures immédiates n'aillent pas à l'encontre des objectifs lointains. Dans cette perspective, on peut envisager, si les conditions techniques et économiques sont favorables, de créer des unités industrielles de capacité faible ou moyenne qui prépareront l'implantation d'industries de forte capacité et pourront utiliser les produits de ces dernières.
- 5) Deux principes connexes rendent nécessaire la coopération entre pays voisins : l'économie d'échelle et les avantages de la spécialisation internationale. Pour répartir les industries entre les pays conformément au principe de la spécialisation internationale, on choisira normalement les emplacements où les coûts (y compris celui du transport) seront les plus faibles. L'utilisation optimum des ressources naturelles est aussi un facteur important et peut conduire à exploiter des ressources qui ne servent pas à l'exportation. Cependant, il sera parfois nécessaire de recourir à l'absorption du fret.
- 6) Pendant toute la durée du processus d'industrialisation, il est essentiel de chercher à maintenir un double équilibre. Premièrement, les industries doivent être rationnellement réparties dans la région afin que les échanges intra-africains puissent se multiplier. Il faut continuer les recherches pour déterminer un principe de répartition rationnelle. On pourrait, par exemple, égaliser la valeur ajoutée par habitant dans les divers pays du fait des nouvelles industries. Deuxièmement, il faut s'efforcer d'assurer un équilibre entre les pays côtiers qui jouissent d'avantages bien connus et ceux de l'intérieur moins favorisés, et dont les ressources naturelles ont été moins bien inventoriées. Si l'on ne s'oriente pas délibérément dans cette voie, les inégalités actuelles ne feront que s'accentuer. Il ne s'ensuit pas qu'à ce stade chaque pays doive chercher à établir sur son territoire un large complexe industriel dont le coût élevé pourrait provoquer une inflation interne. N'oublions pas non plus que la

répartition équitable et rationnelle des industries de la "sous-région" prendra du temps et qu'il est impossible d'obtenir un équilibre parfait entre les pays à tous les stades.

- 7) Le transport est un élément essentiel de l'industrialisation. En fait, l'expansion industrielle permet d'améliorer les transports par la création de nouvelles liaisons entre pays et par l'amélioration des systèmes de communications. Il faut aussi développer d'autres éléments de l'infrastructure. A cet égard, il conviendrait de penser d'abord aux pays les plus défavorisés, car une bonne infrastructure est un stimulant de plus pour la création d'industries nouvelles.
- 8) A mesure que le développement s'intensifie et que chaque pays a de plus en plus à vendre à ses voisins, il faut se préoccuper de libérer au maximum les échanges. Il est évident que les produits d'industries spécifiquement créées pour desservir le marché "sous-régional" devraient être entièrement exemptés de droits; bien mieux, il conviendrait de conclure des arrangements contractuels pour garantir aux industries nouvelles des marchés efficacement protégés et faire en sorte qu'elles soient alimentées en matières premières provenant de pays voisins. De plus, dans toute la "sous-région", des efforts systématiques devraient être tentés pour libérer les échanges par un mouvement progressif de réduction des tarifs douaniers et de suppression des contingents. Des tarifs douaniers extérieurs pourraient cependant demeurer justifiés pour les produits non africains, et, dans certains cas, pour les produits de pays voisins économiquement plus développés.
- 9) En général, les coûts des investissements nécessaires à la création de grandes industries sont élevés et la construction est longue. L'implantation des industries de forte capacité exige donc une série d'accords au niveau "sous-régional". Pour les petites industries destinées à desservir les marchés nationaux, chaque pays peut, en principe, en établir sur son territoire, mais, ici encore, diverses considérations plaident en faveur d'une certaine spécialisation grâce à une coopération entre des groupes plus restreints de pays.

#### Plan équilibré de coordination industrielle

Dans cette section, nous essaierons de passer rapidement en revue les possibilités actuelles d'élaboration d'un plan coordonné de développement industriel en Afrique de l'Ouest. Les données disponibles ne permettent de suggérer qu'un plan provisoire et

incomplet qui, d'ailleurs, ne porte encore en grande partie que sur les industries de forte capacité (sidérurgie, aluminium, transformation des métaux, produits chimiques (y compris les engrais), ciment, textiles et industries agricoles).

- 1) Sidérurgie : Le document E/CN.14/INR/55 préconise un plan de développement de la production de fer et d'acier en Afrique de l'Ouest comportant les éléments suivants : une usine sidérurgique intégrée, productrice d'une grande variété de produits légers, à implanter en Nigéria, au Gabon, au Libéria ou au Ghana; une aciérie plus petite produisant aussi des aciers légers, d'une capacité initiale de 150 à 200.000 tonnes, à créer au Mali; un nombre limité d'usines de relaminage, notamment au Ghana et au Sénégal. Pendant les dix prochaines années environ, la "sous-région" continuerait d'importer les profilés lourds et les feuillards larges.
- 2) Production d'alumine au Cameroun, en Guinée et au Mali, et entreprise commune de fabrication d'aluminium au Ghana.
- 3) Les industries de transformation des métaux conditionnent non seulement le développement économique en général, mais aussi l'expansion à long terme de l'industrie sidérurgique et la fabrication locale de produits sidérurgiques est, à son tour, un facteur d'essor de l'industrie mécanique. Cette branche industrielle est encore à l'état embryonnaire en Afrique de l'Ouest, mais on pourrait la développer sur le plan national et atteindre un certain degré de coopération régionale. Dans l'immédiat, les efforts porteraient sur le premier stade de la transformation de l'acier : fabrication de tréfilés - y compris les grillages, boulons, écrous, clous et ressorts - de récipients, de cadres de fenêtres et de portes, de mobilier et d'ustensiles ménagers. Le montage d'éléments importés prend d'ores et déjà de l'importance (voitures particulières et utilitaires, bicyclettes et tracteurs). La coordination est essentielle dans le secteur du montage à cause de l'économie d'échelle et des possibilités de spécialisation poussée selon les pays. Dans le secteur des constructions mécaniques, on pourrait fabriquer certains appareils électriques (transformateurs, commutateurs et appareils ménagers) ainsi que de l'outillage et des machines agricoles.
- 4) Pour les produits chimiques et les engrais, les principales suggestions formulées dans le document E/CN.14/INR/56 sont les suivantes : création au Ghana d'un

complexe azote dont les principaux produits finis seraient du sulfate d'ammonium, des engrais et des explosifs industriels; fabrication d'engrais phosphatés au Sénégal, en Côte-d'Ivoire, au Mali et au Togo; complexe d'électrolyse du sel au Ghana (et plus tard au Mali), avec production de soude caustique, de chlorure de polyvinyle et d'insecticides.

- 5) Comme le signale le document E/CN.14/INR/58, la consommation de ciment augmente rapidement et l'expansion prévue de la capacité de production sera loin de suffire aux besoins estimatifs de 1970; les importations de ciment continueront donc de grever lourdement les ressources en devises étrangères et les coûts par tonne dépasseront de beaucoup le prix de revient que permettrait d'obtenir la production locale. C'est le manque de bons gisements de pierre à chaux qui limite les possibilités. Il semble indiqué de créer des industries nationales de ciment chaque fois qu'on le peut et, dans quelques cas, d'installer des usines de broyage de clinkers. Une coopération "sous-régionale" est également possible. La Nigéria doit envisager une expansion plus grande qu'il n'est prévu dans ses plans actuels. Il en va de même du Ghana qui aurait besoin à la fois d'une usine de broyage de clinkers et d'une cimenterie créée en commun avec la Haute-Volta d'où viendrait la pierre à chaux. Ce dernier pays pourrait monter une cimenterie qui alimenterait aussi partiellement la Côte-d'Ivoire et le Mali. La Guinée et le Mali devraient accroître davantage leur capacité de production, mais au Niger les plans actuels correspondent aux besoins d'ici à la fin de la décennie. Au Dahomey, il faudrait envisager l'installation d'une grande cimenterie, d'une capacité de 200.000 tonnes, qui fournirait des clinkers au Ghana, à la Nigéria, à la Côte-d'Ivoire et au Cameroun. Le Libéria, le Sierra Leone et le Togo n'ont pas de réserves de pierre à chaux et devraient créer des usines de broyage de clinkers importés comme fret de retour. Enfin, les plans d'expansion du Sénégal sont insuffisants par rapport aux besoins estimatifs.
- 6) Dans le document E/CN.14/INR/57, il est souligné que 20 pour 100 seulement des besoins en textiles de l'Afrique de l'Ouest sont couverts par la production locale, dont la moitié environ est le fait de métiers à main de faible productivité. A condition de disposer des capitaux et de la main-d'oeuvre spécialisée nécessaires, on pourrait créer 40 à 50 entreprises de capacité moyenne (intégrées en totalité ou en partie) de filage et de tissage qui alimenteraient les entreprises de confection et les particuliers et fourniraient des filés aux tricoterries.



Les difficultés techniques et commerciales que soulève le finissage des tissus variés qui sont demandés, surtout en matière d'imprimés où le style et le dessin ont de l'importance, s'atténueront si l'on cherche à les résoudre sur le plan régional et si l'on s'appuie sur le système efficace de commercialisation et de distribution de l'Afrique de l'Ouest. Un certain nombre de remarques s'imposent touchant l'implantation envisagée. En premier lieu, conformément aux principes énoncés plus haut, les industries textiles, qui n'ont pas besoin de se trouver à proximité des sources de matières premières ou des débouchés, devront, de préférence, être installées dans les pays qui ont le moins de possibilités de créer d'autres industries, telles que la sidérurgie, où le choix de l'emplacement est primordial. En deuxième lieu, il faudra utiliser au maximum les fibres locales, leur infériorité relative étant compensée par l'addition de fibres naturelles importées ou de fibres synthétiques fabriquées localement. Du reste, le coton local peut être amélioré et normalisé. Diverses mesures seront éventuellement nécessaires pour assurer l'essor de cette industrie. On ne devra pas permettre au secteur du finissage, qui pourra au début travailler utilement sur des tissus importés, de faire obstacle aux progrès ultérieurs du filage et du tissage. De plus, la politique "sous-régionale" d'importation devra protéger l'industrie textile des effets perturbateurs du dumping pratiqué en fin de saison pour les textiles et vêtements fabriqués en Europe et aux Etats-Unis. Enfin, l'industrie du vêtement, qui a une part égale dans l'économie de la région, devra être encouragée à utiliser des textiles locaux comme matières premières au lieu de dépendre des importations.

- 7) Le document E/CN.14/INR/59 fait état d'enquêtes menées par la FAO qui montrent que la plupart des pays de la "sous-région" ont déjà, ou sont sur le point de créer de nouvelles industries agricoles qui pourvoient aux besoins nationaux : sucre, riz, gari (dérivé du manioc) huiles végétales, sisal, cuirs et peaux, aliments pour bestiaux, fruits et légumes, poissons et préparations de poissons, tabac, farines, etc. Les efforts tentés dans ce domaine posent plusieurs problèmes relatifs à la création d'un marché "sous-régional" qu'il est urgent d'étudier. Au niveau de la production, les facteurs biologiques propres à certains pays limitent les possibilités d'expansion ou d'amélioration de la qualité. Par suite, il est plus difficile d'appliquer l'économie d'échelle aux stades de

la transformation et de la distribution. De toute évidence, une certaine spécialisation apparaît indispensable dans la "sous-région". Compte tenu des données limitées disponibles, les projets suivants semblent devoir retenir l'attention par priorité :

- i) Création, après inventaire des moyens qui existent dans la "sous-région", d'au moins deux instituts de recherches sur la transformation des produits agricoles (en vue principalement de la consommation alimentaire), la méthodologie de la fabrication, les aspects nutritionnels (y compris les additifs), la conservation, l'emballage, le transport, etc. Un de ces instituts serait installé dans l'hinterland et s'occuperait spécialement de la viande et des produits laitiers, d'autres sous-produits animaux et du traitement de diverses variétés de blé dur, de sorgho, de maïs et d'autres céréales cultivées au sud du Sahara (y compris les mélanges).
- ii) Agrandissement d'un ou deux centres existants de fabrication de vaccins pour les animaux, en vue de desservir l'ensemble de la "sous-région".
- iii) Comme la consommation de tabac tend à augmenter en même temps que le revenu et l'urbanisation, il faudrait envisager de créer, peut-être en Côte-d'Ivoire, un centre de recherches sur le tabac.
- iv) Créer un institut de biologie marine et d'océanographie, pour hâter et rendre plus scientifique l'exploitation des riches pêcheries en eau profonde de l'Afrique de l'Ouest. Envisager également la possibilité de développer la pêche en rivière.
- v) Etudier les perspectives d'expansion de la production de canne et de sucre, par exemple au Tchad et au Niger. Parfois, il sera possible de commencer par la fabrication de gur et de khand.
- vi) Etudier la rentabilité de la production et de la distribution des aliments pour bestiaux dans la zone sous-saharienne de l'Afrique de l'Ouest. Cette étude serait menée en liaison avec les travaux en cours sur les pâturages et la nutrition animale.
- vii) Examiner les possibilités de l'élevage en grand dans la zone saharienne.
- viii) Etudier la possibilité de fabriquer des sacs à partir de fibres cultivées dans la zone saharienne pour satisfaire les besoins de la "sous-région".

- ix) Développer la production de riz dans les grands pays producteurs pour répondre à la demande croissante de la "sous-région".
- x) Quand une route transsaharienne aura été construite, il faudra envisager la possibilité pour la zone soudanaise d'exporter des produits alimentaires vers l'Afrique du Nord.

#### Propositions pour l'action future

Elles relèvent de deux grandes catégories : intensification des recherches dans divers domaines et par diverses méthodes; institution de rouages permettant des négociations régulières et continues entre les gouvernements. Les études proposées sont les suivantes :

- 1) Etude plus approfondie des industries ou groupes d'industries qui jusqu'à présent ont été examinés de façon assez générale, notamment les industries de transformation des métaux et industries mécaniques, les industries agraires, et toute la gamme des industries de capacité moyenne ou faible essentiellement productrices de biens de consommation pour les marchés nationaux. A cet égard, il faudra s'intéresser spécialement aux industries des plastiques. Pour ces catégories de produits, le remplacement des importations est réalisable dans l'immédiat; on peut donc envisager une action rapide.
- 2) En ce qui concerne les produits sidérurgiques, l'aluminium, les produits chimiques et les engrais, le ciment et les textiles, on a atteint le stade où, à condition que la Conférence de Bamako aboutisse à des accords préliminaires sur le choix des emplacements, il y a lieu d'entreprendre des études détaillées sur les possibilités de réalisation. Ces études pourraient être menées par le Fonds spécial des Nations Unies, sous réserve que les pays intéressés en fassent la demande, ou dans le cadre de programmes bilatéraux d'assistance. Le Secrétariat de la CEA est en mesure d'aider les gouvernements à constituer les dossiers de demandes à adresser soit au Fonds spécial, soit aux pays qui fournissent une assistance "bilatérale". Il conviendrait d'aborder cette étape sans tarder.
- 3) En dehors des arrangements particuliers que peuvent nécessiter les études sur les possibilités de réalisation dans les branches industrielles importantes, il faudrait établir en Afrique de l'Ouest un centre permanent qui ferait des recherches concrètes sur toute une gamme d'industries, contrôlerait ou

stimulerait des études plus complexes effectuées par des consultants de l'extérieur et, d'une manière générale, fournirait de la documentation et des services consultatifs. Il semble donc justifié de créer un centre du développement industriel en Afrique de l'Ouest, peut-être avec l'aide du Fonds spécial des Nations Unies.

- 4) A la suite des études préliminaires et des études de marché, une fois les gouvernements d'accord et les études sur les possibilités de réalisation terminées, il conviendrait, bien entendu, de passer à l'exécution, ce qui demanderait d'importants capitaux. A ce stade devraient venir les études détaillées de problèmes financiers précis et la recherche des moyens de financement. Il serait également utile, à cet égard, d'essayer d'établir et de faire accepter par tous les gouvernements de l'Afrique de l'Ouest un code des investissements. Enfin, il serait indispensable d'étudier la question de la gestion mixte des nouvelles industries desservant plusieurs pays.
- 5) Le développement industriel coordonné exige une certaine coopération dans les domaines de la monnaie, des paiements et des échanges, et des arrangements visant à garantir des débouchés commerciaux suffisants dans les pays voisins pour les produits des industries nouvelles. Des études précises s'imposent à ce sujet.
- 6) Pour l'instant on ne peut qu'ébaucher une carte industrielle de l'Afrique. Le tracé de cette carte et sa tenue à jour doivent faire l'objet d'efforts continus et ce sera naturellement l'une des tâches principales de la CEA. En dehors des études portant sur des industries particulières ou des problèmes précis, d'autres recherches devront se poursuivre. Tout d'abord, il faudra déterminer des critères permettant de mesurer les bénéfices apportés par l'industrialisation aux différents pays (peut-être, la valeur ajoutée par habitant du fait des nouvelles entreprises). Il conviendra, en outre, d'évaluer l'influence qu'auront tous les grands projets industriels sur les diverses économies de la "sous-région", de manière que tous les pays se rendent pleinement compte de l'importance de la coopération et du développement coordonné. Cela supposera une estimation des besoins en capitaux, des incidences sur l'emploi, des répercussions économiques directes et indirectes, ainsi que de la contribution au développement de l'infrastructure (compte tenu du coût de celle-ci). Les facteurs de production d'un pays donné seront en partie fournis par les pays voisins, mais le profit se fera sentir au-delà des frontières du

pays intéressé. L'élaboration et la tenue à jour d'une carte industrielle de la "sous-région" nécessiteront non seulement des recherches approfondies, mais aussi des contacts suivis avec les pays. On envisage à cette fin de faire appel à des experts hautement qualifiés, de pays participant à des programmes d'assistance bilatérale.

- 7) Enfin, en ce qui concerne les rouages de négociations permanentes, la Conférence pourrait s'inspirer des solutions retenues en Afrique du Nord en les adaptant aux besoins particuliers de la "sous-région"<sup>1/</sup>.

---

<sup>1/</sup> Il n'est peut-être pas inutile de rappeler que le système appliqué en Afrique du Nord est le suivant : réunions annuelles des ministres et fonctionnement d'un certain nombre de commissions de travail dont le service est assuré par le Secrétariat de la CEA et par des experts des pays intéressés, et qui s'occupent de production industrielle, de mines et d'énergie, de transports, de commerce et de paiements, de main-d'oeuvre, d'enseignement et de formation professionnelle.